

La réforme de l'ONU

Les Canadiens conçoivent l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme une entreprise collective, une oeuvre commune, porteuse d'un idéal et ayant une approche globale des questions qui se posent à l'humanité. Cette définition explique l'importance que le Canada accorde au rôle de l'ONU et pourquoi il estime devoir lui consacrer toute son attention et contribuer à son renouvellement.

L'Organisation a été créée voici plus de 40 ans, au sortir d'une guerre désastreuse, pour en préserver les générations à venir, proclamer notre foi dans la dignité, la valeur et les droits fondamentaux de la personne et contribuer au progrès économique et social de tous les peuples. Ses fondateurs voulaient créer un monde meilleur, en paix avec lui-même. Ils savaient bien que leur idéal était élevé. Mais ils savaient aussi qu'il était incontournable si l'on voulait assurer la sécurité internationale.

Au fil des ans, l'ONU a accueilli un grand nombre de nouveaux États. Il lui faut donc maintenant se remettre de cette arrivée massive et trouver la cohésion voulue pour atteindre les objectifs fixés par sa Charte. Au cours de ces années, elle a vu également augmenter le nombre de ses sujets de préoccupations et de ses activités. Elle est demeurée toutefois un forum incomparable qui facilite le dialogue entre nations.

En tant qu'entreprise collective, l'ONU n'a pas toujours réussi à concrétiser son idéal. On constate en effet que, dans son fonctionnement,

l'ONU est affligée de lacunes diverses, activités qui se chevauchent, lenteur administrative, absence d'orientation et de vision collective des choses. C'est une entreprise difficile que de comprendre les problèmes politiques, économiques et sociaux et d'apprendre à les résoudre de façon constructive.

Au cours des années, l'ONU a relevé avec succès un grand nombre de défis. Toutefois, aucun ne semble avoir été aussi profond et capable de diviser ses membres que ne le sont la crise financière et la crise de confiance actuelles. Elles ont d'abord fait scandale, puis provoqué la consternation et le découragement. Toutefois, les partisans de l'ONU se sont rapidement portés à sa défense, et le mot « réforme » a commencé à se répandre. Lors de la 40^e session de l'Assemblée générale, qui a eu lieu en 1985, des résolutions ont été présentées par le Canada, le Japon, l'Autriche et le Groupe des pays non alignés, le G-77. Le mouvement de réforme est déjà amorcé et 18 spécialistes ont été nommés pour préparer un rapport et lancer le processus.

Pourquoi est-il nécessaire de procéder à une réforme? Parce que de temps en temps, il faut redonner vie à l'idéal qui est à l'origine de la création de l'ONU, resouder la communauté internationale et communiquer un nouveau souffle à cette grande entreprise. Au cours des deux dernières années, le Canada a consacré, avec succès, beaucoup de temps et d'efforts au renouvellement de l'ONU. Les

efforts de réforme portent maintenant sur quatre domaines.

En premier lieu, il importe de résoudre la crise financière. À cette fin, le Canada a conçu un ensemble de méthodes et de systèmes visant à donner à l'ONU une plus grande stabilité financière.

En deuxième lieu, on s'est attaché à revoir les pratiques relatives à l'établissement des priorités et la prise de décisions. Toutes les conditions sont désormais réunies pour que les 34 membres du Comité du programme et de la coordination (CPC) examinent ces problèmes. Le Canada collabore étroitement avec d'autres membres du CPC afin de raffermir l'autorité de l'ONU.

En troisième lieu, la Commission spéciale du Conseil économique et social (ECOSOC) étudie des moyens permettant de simplifier et de rationaliser la structure de l'ONU dans les domaines économiques et sociaux. Le Canada a été le premier pays à proposer que la Commission se charge de cette mission et il a aidé l'ECOSOC en prenant la responsabilité de l'étude de tous les secteurs économiques et sociaux. Bien que cette étude ne soit pas encore terminée, elle permet déjà de grands espoirs.

Enfin, les institutions intergouvernementales spécialisées comme l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et bien d'autres, ont entrepris de réduire leurs dépenses, d'améliorer leurs programmes et de se doter de nouvelles

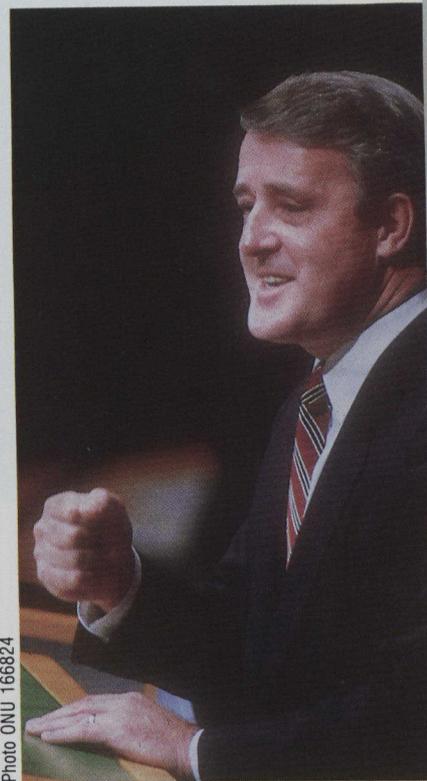


Photo ONU 166824

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, s'intéresse activement au renouvellement de l'ONU.

orientations. Là encore, le Canada a participé activement aux comités et aux commissions chargés de réaliser des réformes.

Le bilan est positif, dans l'ensemble, et les progrès qui ont été accomplis découlent de la prise de conscience générale que l'idéal, la vision globale de la communauté internationale et l'entreprise collective que représente l'ONU méritent d'être défendus. Est-ce que les réformes atteindront leur but et l'Organisation des Nations Unies en sortira-t-elle raffermie? Le Canada en est convaincu.